

La mondialisation, pour qui?

“Mondialisation et développement, des enjeux contradictoires?”
Trois semaines avant la réunion du G7, la ville de Lyon accueillait un colloque¹ sur une question très controversée. Avec en toile de fond, cette interrogation: le(s) Sud(s) a-t-il sa place dans la mondialisation?

La mondialisation, qu'on s'en aperçoive ou non, qu'on le veuille ou non, est une donnée présente à tous les niveaux de l'activité humaine. Le producteur agricole dont les revenus dépendent des cours fixés à Londres, à Chicago ou Tokyo. L'ouvrier européen du textile dont l'emploi est menacé par la croissance faramineuse des économies d'Asie du Sud-Est... Tous les acteurs de l'économie sont concernés par ce phénomène de mondialisation qui se moque des frontières et des règlements. La mondialisation est irréversible: les participants se sont mis d'accord sur ce constat.

Comme tout phénomène complexe, la mondialisation présente deux visages. Le plus visible n'est pas réjouissant. *“La mondialisation est caractérisée par une myopie qui la rend inacceptable,”* explique Christian Comélieu, universitaire genevois. *“Elle prétend étendre à toute la planète, et sans demander l'avis à personne, un système qu'elle affirme le meilleur du monde et dont on sait pourtant qu'il n'est pas généralisable”.* En quelque sorte, la mondialisation vise à l'uniformisation des sociétés autour d'un modèle “occidental” (basé sur la compétition et la consommation). De facto, il aboutit à accentuer encore les inégalités tant à l'intérieur des pays (avec le développement de la grande pauvreté) qu'entre les ensembles géographiques. Comme le disait un intervenant, *“l'Afrique subsaharienne reste à l'écart du mouvement de mondialisation”.*

Reste que celui-ci peut permettre à certains pays de tirer leur épingle du jeu. Ainsi, explique Charles-Albert Michalet, universitaire parisien, *“la dynamique de la mondialisation qui clôt l'ère post-coloniale, est favo-*

nable au développement”. On sort en effet de la relation traditionnelle entre le centre (le Nord) et la périphérie (le Sud) pour évoluer vers des échanges diversifiés, moins inégalitaires. Et d'en citer tous les effets positifs: croissance, exportations de produits manufacturés plus variées, financements pour les entreprises locales, fin des rentes de situation pour les bourgeoisies d'État...

Les délégués du Sud se sont montrés beaucoup moins enthousiastes. L'Indien Duarte Barretto s'est ainsi demandé si la mondialisation n'est pas *“une guerre faite aux plus pauvres”.* Le Brésilien Francisco Whitaker, de la municipalité de Sao Paulo, a constaté que *“le modèle néo-libéral dominant transforme les citoyens en consommateurs”* et que *“la réduction du rôle de l'État va augmenter le pillage national et international alors qu'il nous faudrait un État pilote du développement.”* Quant au Malien Ousmane Sy, face à la mondialisation *“synonyme d'exclusion”*, il s'interroge: *“Comment nous organiser pour jouer notre rôle?”*

“Nourrir la planète, réduire la pauvreté”

Organisé par une dizaine d'ONG et d'organismes (1) les 9 et 10 septembre à Montpellier, un séminaire doit nourrir le débat sur les grands enjeux du sommet mondial de l'alimentation de Rome (novembre 1996): *“Qui sont les pauvres?” “Faut-il s'alarmer de la situation alimentaire mondiale?” “La libéralisation des échanges, un moyen de réduire l'aide?”*... Ces rencontres sont le point de départ d'une grande campagne d'information sur deux ans: *“Demain le monde... le défi alimentaire”.*

Contact: Claudie Dreuil, Cirad-Mes. Tel (33) 67615665. Fax (33) 67615657. Email: dreuil@cirad.fr

1. Parmi lesquels le Cirad, Solagral, le CFSI, l'Inra, l'Orstom, l'Inter-Réseaux...

Si les diagnostics ont été très riches lors du colloque de Lyon, les propositions et les pistes d'avenir ont, elles, fait cruellement défaut, du moins en séance plénière. Certains diront que ce n'était pas le lieu, ni le moment, mais tout de même! Les grandes institutions (Banque mondiale, Coopération française, Union européenne, Pnud (2), FMI) représentées à Lyon cachaient (difficilement) leur manque d'idées derrière de grandes déclarations vides de sens à force d'être répétées: *“coordination plus étroite des bailleurs de fonds”, “stratégies d'intégration régionales”, “lutte contre la pauvreté”.* La représentante européenne a d'ailleurs (courageusement) reconnu que *“le silence de l'Europe sur les questions de développement laisse la place aux États-Unis”.*

▼ Lieux de débats dans un monde sans dialogue

Paradoxalement, la panne d'idées des “Grands” laisse le jeu plus ouvert pour les acteurs de la société civile, dont les ONG – très présentes à Lyon. *“La mondialisation redéfinit la notion de modernité en montrant d'autres manières de faire, notamment asiatiques”* et en organisant *“l'espace autour de flux et de réseaux”*, explique l'universitaire africain, Mamadou Diouf. Il a plaidé pour une multiplication des lieux de débat dans un monde sans *“dialogue, ni pluralité de vue”* où *“la technique a souvent remplacé la politique”.*

Ce que le très actif président de la Fondation pour le progrès de l'homme, Pierre Calame, traduit en ces termes: *“Nous devons nous saisir de la mondialisation en citoyens car le monde change dans les têtes avant de changer sur le terrain”* ■

Noël Bouttier

1. Ce colloque était organisé par le Centre international d'études pour le développement local. Actes (prêts à l'automne) à commander au Ciedel, 30 rue Sainte Hélène, 69002 Lyon. Tel (33) 72778750.
2. Programme des Nations-Unies pour le développement.